



HAL
open science

La guerre des Malouines: la cause nationale et son usage politique actuel

Dario Rodriguez

► **To cite this version:**

Dario Rodriguez. La guerre des Malouines: la cause nationale et son usage politique actuel. Les Études du CERI, 2012, n° 189-190, pp.31 - 34. hal-04575182

HAL Id: hal-04575182

<https://sciencespo.hal.science/hal-04575182>

Submitted on 14 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre des Malouines : la cause nationale et son usage politique actuel

Dario A. Rodriguez

Pourquoi revenir sur ce conflit belliqueux qui vit s'affronter l'Argentine et le Royaume-Uni en 1982 à propos de la souveraineté britannique des îles Malouines ? Pourquoi s'attarder sur l'étude de l'un des chapitres les plus obscurs de la jeune histoire politique de l'Argentine qui précipita la chute de la junte militaire et l'avènement de la transition démocratique ? En définitive, pourquoi de nouveau les Malouines ? Pour commencer, bien que cela fasse déjà 30 ans que cette tentative malheureuse pour reconquérir cet ensemble d'îles situé à plus de 460 km des côtes argentines ait été menée par la plus cruelle dictature militaire qui gouverna le pays, la blessure demeure ouverte dans la mémoire nationale. De fait, cette guerre a actualisé et dramatisé la question irrésolue des Malouines inscrite de longue date sur l'agenda diplomatique du pays. Plus fondamentalement, revenir sur ce conflit nous permettra d'analyser les traits constitutifs de l'identité nationale argentine comme un problème inhérent à la culture politique du pays. Pour ce faire, nous présenterons dans un premier temps les éléments centraux de la question des Malouines qui est considérée par les Argentins comme une véritable « cause » nationale¹. Nous passerons ensuite en revue les lignes directrices de la politique menée en la matière par les gouvernements qui se sont succédés depuis le retour de la démocratie en 1983 et nous nous arrêterons plus particulièrement sur les spécificités de l'action du gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner à cet égard depuis 2007. Enfin, nous proposerons une réflexion succincte sur les tensions et les dilemmes actuels qui caractérisent l'élaboration d'un projet politique de type national dans notre pays.

LA « CAUSE » DES MALOINES ET LE NATIONALISME ARGENTIN

En 1764, un premier établissement permanent placé sous le contrôle des autorités françaises est fondé sur le territoire des îles. En 1766, des Anglais débarquent sur ces terres inhospitalières et établissent une nouvelle résidence officielle baptisée Port Egmont. La couronne espagnole réagit alors sans attendre et réclame aux gouvernements français et anglais la propriété exclusive de ces territoires considérés comme partie intégrante de son empire colonial. En 1774, les Espagnols réussissent à reprendre le contrôle des îles qu'ils placent sous l'autorité d'un capitaine et gouverneur général siégeant Buenos Aires, capitale de la vice-royauté du Río de la Plata. Cependant, leur présence sera de courte durée. Confrontée au processus d'indépendance qui secoue le continent sud-américain au début du XIX^e siècle, la couronne espagnole décide son retrait immédiat des Malouines qui deviennent en 1820 la propriété du nouveau gouvernement des Provinces-Unies du Río de la Plata. Trois ans plus tard, le premier gouverneur siégeant dans les îles est nommé jusqu'à ce que les Anglais réaffirment leur domination sur les îles et leurs rares habitants en 1833, après avoir vaincu la faible résistance locale. En 1843, ces dernières sont officiellement considérées comme partie intégrante de la couronne anglaise et Port Stanley déclaré capitale. Les autorités créoles font alors immédiatement entendre leur protestation contre le gouvernement anglais par la voie diplomatique. Mais la multiplication des guerres civiles dans l'ancienne sphère de domination espagnole relègue la question des Malouines à l'arrière-plan des priorités.

¹ Voir le travail de V. Palermo, *La Sal en las heridas. Las Malvinas en la cultura argentina contemporánea*, Buenos Aires, Sudamericana, 2007, pp. 16-22. L'auteur envisage la question des Malouines comme une cause en tant qu'elle repose sur une sempiternelle demande de justice – toujours insatisfaite – à partir de laquelle les Argentins postulent une configuration unique, invariable et légitime de leur identité nationale.

Après les longues et sanglantes décennies qui marquent le processus de formation de l'État argentin (1816-1880), ses dirigeants replacent les revendications de souveraineté sur les îles au centre de leur politique extérieure et bien que le gouvernement britannique fasse la sourde oreille, elles finissent par rencontrer un certain écho au niveau international dans les années soixante. En 1965, l'Assemblée générale des Nations Unies approuve la résolution 2065 par laquelle les deux parties en conflit sont invitées à s'acheminer vers un processus de négociations bilatérales. Concrètement, la question des Malouines est reconnue et traitée dans le cadre du processus de décolonisation en cours (déclaration de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux de 1960) et il est dit qu'elle sera arbitrée en fonction non du désir de ses habitants mais de leurs intérêts². Cependant, l'inscription de cette question à l'agenda des institutions internationales ne débouche pas sur une résolution effective du différend, comme viendra l'illustrer le douloureux affrontement belliqueux entre les deux pays en avril 1982. Jusqu'à ce jour, les autorités argentines n'ont eu de cesse de réitérer leurs revendications, faisant de la « cause des Malouines » le dispositif organisateur de l'identité argentine. C'est pourquoi il nous semble intéressant d'étudier les traits saillants de ce nationalisme à la lumière de cette cause.

Brièvement, nous pouvons dire que la défense énergique et la revendication infatigable de cette cause pendant plus d'un siècle d'histoire ont façonné un nationalisme affirmé dans son caractère territorial, « victimiste » et « unanimiste ». Elles témoignent d'une relation passionnelle et narcissique entre les Argentins et leur territoire³. Dans le processus de fondation de l'État argentin, ce n'est pas la langue, la religion ou l'histoire qui s'est érigée en pilier de l'identité argentine, mais bien la terre, essence immuable et intemporelle. Et le propre de cette identité est le sentiment du manque et de l'incomplétude, la recherche permanente d'une unité territoriale originelle perdue. Ce mythe se nourrit de l'idée que ce territoire argentin a été démembré et dénaturé par l'impérialisme des grandes puissances coloniales et repose donc sur un certain « victimisme » : c'est à cause de l'« Autre », de l'étranger, que l'Argentine n'a pu accomplir son destin de grandeur auto-consacré. La prétention à cette unité substantielle, où le conflit est vu comme artificiel et nocif, est venue alimenter un nationalisme unanimiste (c'est-à-dire un nationalisme qui n'accepte pas la différence, la pluralité) fondé sur une vérité autoréférentielle et unique qui permet d'identifier « les ennemis du peuple ». Partant de cette configuration particulière, voyons de quelles manières différents éléments du nationalisme argentin ont été activés ou désactivés par les gouvernements qui se sont succédés depuis le retour de la démocratie en Argentine.

« MALOUINISATION », « DÉMALOUINISATION » ET « REMALOUINISATION »

Dans son discours inaugural de 1983, le président radical Raúl Alfonsín inscrit l'imprescriptible reconquête des îles Malouines comme un objectif central du premier gouvernement démocratique. Considérée comme la seule manière de mettre un terme à ce que la majorité des Argentins considéraient comme une politique impériale de dépouillement territorial honteuse, elle revêt une autre importance après 1982 : la nécessité d'honorer la mémoire des combattants morts sur le champ de bataille. Ainsi, tout au long des années quatre-vingt, l'Argentine continue de faire entendre ses revendications au gouvernement britannique et à la communauté internationale dans les mêmes termes : le retour de ces territoires dans le giron de la mère-patrie. À cette intransigeance répond l'inflexibilité de la politique britannique menée par le Première ministre Margaret Thatcher qui refuse d'aborder cette question de

² Rappelons que le contrepoint diplomatique entre ces deux pays s'est ainsi structuré : si l'Argentine réclamait ses droits de souveraineté en vertu de l'héritage des anciennes possessions coloniales de la couronne espagnole suite à l'indépendance, du côté anglais, on a toujours invoqué le principe de l'autodétermination des peuples et le droit des habitants de ce territoire à décider de leur propre destin.

³ V. Palermo, *La Sal en las heridas*, op. cit., p. 55.

souveraineté et propose un agenda centré sur les relations économiques et culturelles. Les négociations restent dans l'impasse jusqu'à l'arrivée de Carlos Menem à la présidence de la République en 1989, alors que sévit une crise économique inédite.

En rupture avec le gouvernement précédent, l'administration ménémiste élabore rapidement un agenda de politique extérieure orienté vers le rétablissement des relations diplomatiques avec la couronne britannique. Les deux parties cherchent à établir une relation moins conflictuelle et plus coopérative. Elles signent en 1990 un accord fondamental sur un « parapluie de souveraineté » qui consiste pour les deux parties à reconnaître la légitimité de leurs revendications territoriales respectives tout en poursuivant la discussion sur d'autres sujets moins controversés. Dans cette perspective, l'arrivée de Guido Di Tella à la tête du ministère des Affaires étrangères et du Culte marque un véritable tournant dans la politique officielle : il procède à la « démalouinisation » de la cause nationale et insiste sur la nécessité de prendre en compte le désir des habitants dans les négociations. C'est la première fois qu'un gouvernement argentin met cette dimension au centre des priorités. En 1994, l'incorporation d'une clause transitoire ratifiant les droits souverains sur les Malouines dans la Constitution nationale réformée fragilise à nouveau la relation entre l'Argentine et le Royaume-Uni, mais la politique de séduction mise en œuvre par le ministère des Affaires étrangères à l'endroit des habitants des Malouines permet à ces deux pays d'avancer durant toute la décennie dans la réalisation de différents accords commerciaux⁴. La présidence de Fernando de La Rúa (1999-2001), puis la présidence par intérim d'Eduardo Duhalde (2002-2003) achèveront de recentrer le débat sur sa dimension territoriale. Ainsi se prépare le scénario politique pour une « remalouinisation » de la cause nationale, opérée à partir du discours de refondation par lequel le kirchnérisme va chercher à légitimer son arrivée inespérée au pouvoir en avril 2003.

Affichant une politique de rupture d'avec « les néfastes années ménémistes », la présidence de Néstor Kirchner (2003-2010) fait de la cause des Malouines son cheval de bataille en matière de politique extérieure. Cette détermination à l'égard des Malouines fait partie du dispositif gouvernemental visant à susciter un consensus interne et à unifier tout le peuple argentin autour de la défense souveraine de ses droits territoriaux inaliénables. Dans ce cadre, les demandes de souveraineté régulièrement adressées par le gouvernement kirchnériste aux différents auditoires internationaux constituent l'une des pierres angulaires de la conception du projet national et populaire. La présidence de Cristina Kirchner, inaugurée en octobre 2007, s'inscrit à cet égard dans la continuité de celle de son mari et le 30^e anniversaire du conflit belliqueux, en avril 2012, est l'occasion de ranimer le débat entre les plus hauts représentants des deux parties et de remettre la question au centre de l'agenda politique national.

Au début de l'année, le Premier ministre britannique David Cameron rallume la polémique en accusant publiquement l'Argentine de faire acte de colonialisme à travers ces revendications territoriales sur les Malouines. La réaction de l'ensemble de la classe politique nationale argentine ne se fait pas attendre, soutenue au plan régional par de nombreux présidents latino-américains. L'escalade de déclarations se poursuit les mois suivants ; en réponse à la militarisation du territoire par le gouvernement britannique, les Argentins ripostent par des actions dirigées contre les entreprises britanniques travaillant à l'exploitation pétrolière dans ces territoires reculés. Lors des commémorations des 30 ans du début de la guerre des Malouines, Cristina Kirchner déclare :

« [...] Nous ne réclamons pas autre chose que le dialogue pour discuter la souveraineté en respectant l'intérêt des habitants des Malouines [...]. Personne ne peut croire que ce peuple argentin, que cette société ne respecte pas tous les hommes et toutes les femmes qui décident d'habiter dans ces îles [...]⁵. »

⁴ Ces échanges culminèrent en juillet 1999 avec un accord historique de normalisation des relations entre les deux pays autorisant notamment le transit aérien, interrompu depuis 17 ans, entre le continent et les îles (voir www.falklands.info/background/99agree.html, consulté le 26/12/2012). Cependant, la politique du gouvernement Menem à l'égard des Malouines a été caractérisée (comme sur d'autres thématiques) par plusieurs problèmes, tels que l'improvisation et la prise de décision à court terme.

⁵ Extraits des déclarations présidentielles publiées dans le journal *La Nación*, 3 avril 2012 (www.lanacion.com.ar/1461820-cont-cristina-kirchner-exige-dialogo-a-londres, consulté le 29/11/2012). Nous traduisons.

Quelques mois plus tard, la question est à nouveau soulevée à l'occasion de la réunion du Comité de décolonisation des Nations Unies, puis au cours du mois de septembre, dans le cadre de l'Assemblée générale de l'ONU. Le respect du principe de souveraineté territoriale et l'appel à la négociation entre les parties semblent donc constituer les lignes directrices de la politique du gouvernement kirchnériste dans le traitement de ce conflit épineux et irrésolu⁶.

CONCLUSION

La politique menée par Cristina Kirchner à l'égard des Malouines n'a pas permis à ce jour d'avancées concrètes en vue d'apporter une solution au conflit historique. Elle s'est attachée à replacer la cause des Malouines au cœur du développement du nouveau projet national, et, pour ce faire, s'est contentée de ranimer différents éléments constitutifs de la culture politique et du nationalisme argentins (victimisme, unanimisme et territorialisme). Les questions demeurent : quelles solutions sont envisageables pour les Malouines ? Quel sens et quel horizon donner au projet national argentin dans un futur proche et lointain ?

Sans prétendre épuiser, dans ces brèves réflexions, ces questions centrales, nous ne pouvons que constater qu'une politique exclusivement centrée sur la revendication de droits souverains sur ces territoires conduit à une impasse⁷. L'État argentin se doit d'envisager des alternatives, de repenser son approche de la question afin d'escamoter les principes structurants de la cause des Malouines et d'avancer non pas vers une politique de l'oubli, mais dans la création d'« autres formes de mémoire qui nous aident à parvenir à d'autres futurs⁸ ». Il faut donc espérer que le gouvernement de Cristina Kirchner, dans l'exercice de sa capacité instituante, parviendra à défaire les lieux communs enracinés dans notre société qui grèvent toute discussion sur la question des Malouines sans que les Argentins n'aient le sentiment de renoncer et de trahir l'esprit de la « cause nationale ». Concrètement, l'établissement d'une souveraineté partagée, après consultation et accord des habitants des Malouines, semble être la voie à privilégier. Cela permettrait de remettre en cause les traditionnels discours mobilisés par les différents gouvernements argentins où le problème des Malouines semble n'être évoqué que pour attiser le nationalisme patriotique et établir facilement un consensus au sein de la population, et non en vue de porter une attention effective à ce problème. Les gouvernements kirchnéristes se sont attachés à reconstruire les bases d'un projet national (continuellement sapé par le grand vent néolibéral des années quatre-vingt-dix) dans le cadre d'un processus soutenu – et non moins ambigu – de reconstruction de l'autorité souveraine de l'État argentin. Si la démarche peut être jugée légitime, les moyens pour y parvenir le sont parfois moins. Nous faisons ici allusion à la mobilisation d'un discours public visant à revitaliser un type de nationalisme fondé sur le « destin obligé de grandeur de notre pays » (et son pendant : le victimisme) et à la logique unanimiste qui prévaut toujours selon laquelle l'État décrète qui sont ceux qui ont le privilège d'être les amis fidèles de la cause nationale et qui, au contraire, sont ceux qui doivent être stigmatisés comme ses pires ennemis. L'aspiration à une identité nationale qui reconnaisse la pluralité et la diversité sans pour autant attenter au terreau commun qui donne forme de manière toujours contingente à notre communauté d'appartenance nous apparaît comme l'un des grands défis politiques actuels de l'Argentine.

⁶ À son tour, l'argument central de cette administration contre l'application du principe d'autodétermination des peuples, constamment invoqué par les autorités anglaises, est le suivant : « [...] en accord avec la Charte des Nations Unies, le principe d'autodétermination doit s'appliquer à un groupe ethnique sur son espace d'appartenance et non sur des espaces occupés illégalement par une population transplantée [...] » (« Malvinas: un grupo de intelectuales pide cambiar la política », *La Nación*, 15 février 2012, www.lanacion.com.ar/1450381-malvinas-un-grupo-de-intelectuales-pide-cambiar-la-politica, consulté le 29/11/2012). Nous traduisons.

⁷ Cette position trouve donc une certaine syntonie avec ce qui est envisagé par un ensemble d'intellectuels dans un document publié au cours du mois de février de cette année : « Malvinas: intelectuales dan una 'visión alternativa' sobre el conflicto », *La Nación*, 20 février 2012 (www.lanacion.com.ar/1450256-malvinas-intelectuales-dan-una-vision-alternativa, consulté le 21/11/2012).

⁸ *Ibid.*, p. 28. Nous traduisons.